

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de BRANGES

dossier n°PC07105619E0010

date de dépôt : 28/02/2019

demandeur : Lacroix Emballage représentée par
M. Bruno LACROIX

pour : Construction d'une unité de production
pour la société Lacroix Emballage

adresse terrain : ZA Les Marosses
71500 BRANGES

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire
au nom de la commune de BRANGES**

Le maire de BRANGES,

Vu la demande de permis de construire présentée le 28/02/2019 par Lacroix Emballage représentée par M. Bruno LACROIX demeurant "106 Rue du Vieux Bourg - BP 20" à 39220 BOIS D'AMONT ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'une unité de production pour la société Lacroix Emballage ;
- sur un terrain situé "ZA Les Marosses" à 71500 BRANGES ;
- pour une surface de plancher créée de 15313.4 m² ;

Vu les pièces complémentaires transmises le 26/04/2019 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération motivée de la commune de Branges en date du 03/04/2019 qui considère que l'intérêt de la commune justifie ledit projet, en application de l'article L111-4 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en date du 19/04/2019 ;

Vu l'avis favorable conforme tacite du Préfet, en application de l'article L422-6 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Bourgogne - Franche Comte en date du 29/03/2019 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R 122-3 du code de l'Environnement indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la preuve de dépôt en date du 18/04/2019 de la demande au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'avis favorable tacite du Syndicat Mixte de la Bresse bourguignonne chargé du SCoT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2013 relatif aux zonages archéologiques ;

Vu l'avis en date du 02/04/2019 de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) - Service Régional d'Archéologie ;

Vu l'avis favorable de la SAUR en date du 01/03/2019 ;

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 29/03/2019 indiquant que des travaux d'extension du réseau électrique sont

nécessaires pour desservir le terrain ;

Vu la prise en charge des travaux d'extension du réseau électrique par la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' courant 2019 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' en date du 27/03/2019 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Saône-et-Loire en date du 12/03/2019 ;

Considérant qu'en application de l'article L111-4 du code de l'urbanisme, peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune : 1° (...); 2° (...); 2° bis (...); 3° (...); 4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.

Considérant que le projet se situe en dehors d'une partie actuellement urbanisée de la commune et qu'il rentre dans l'une des exceptions autorisées par l'article L111-4 (4°) du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en application de l'article R 425-31 du code de l'urbanisme, "lorsque le projet entre dans le champ d'application de l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, le dossier joint à la demande de permis comprend les pièces exigées à l'article 8 de ce décret. La décision ne peut intervenir avant que le préfet de région ait statué, dans les conditions prévues à l'article 18 de ce décret sur les prescriptions d'archéologie préventive. Dans le cas où le préfet de région a imposé des prescriptions, les travaux de construction ou d'aménagement ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution de ces prescriptions" ;

Considérant qu'en application de l'article L332-15 du code de l'urbanisme, l'autorité qui délivre l'autorisation de construire, d'aménager, ou de lotir exige, en tant que de besoin, du bénéficiaire de celle-ci la réalisation et le financement de tous travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement de la construction, du terrain aménagé ou du lotissement, notamment en ce qui concerne la voirie, l'alimentation en eau, gaz et électricité, les réseaux de télécommunication, l'évacuation et le traitement des eaux et matières usées, l'éclairage, les aires de stationnement, les espaces collectifs, les aires de jeux et les espaces plantés ;

Considérant qu'en application de l'article R111-27 du code de l'urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ;

Considérant qu'en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

Considérant qu'en application de l'article R111-26 du code de l'urbanisme, le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

- Préalablement à tout commencement des travaux, le titulaire du présent permis de construire demandera une

permission de voirie au gestionnaire de la voirie pour définir l'alignement à suivre, l'aménagement de l'accès et les conditions de réalisation des branchements aux différents réseaux.

- En application de l'article L332-15 du code de l'urbanisme, la construction sera raccordée aux réseaux EAU, ELECTRICITE, ASSAINISSEMENT, EAUX PLUVIALES aux conditions techniques et financières fixées par les services techniques intéressés.

- En application de l'article L332-15 du code de l'urbanisme, un poste électrique privé devra être créé sur le terrain d'assiette de l'opération.

- En application de l'article L332-15 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra poser un tabouret de branchement en limite de propriété (parcelle C 691) afin de séparer la partie privée de la partie publique du réseau d'assainissement.

- En application de l'article L332-15 du code de l'urbanisme, les frais de branchement sont à la charge du titulaire du présent permis de construire.

- En application de l'article R111-27 du code de l'urbanisme, les branchements d'électricité et de téléphone situés sur la parcelle seront enterrés.

Article 3

En application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, les prescriptions contenues dans l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Saône-et-Loire, joint au présent arrêté, devront être respectées ;

Article 4

En application de l'article R111-26 du code de l'urbanisme, le projet devra respecter les mesures d'évitement, et de réduction telles que mentionnées dans l'arrêté du Préfet de la Région Bourgogne - Franche Comte en date du 29/03/2019 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R 122-3 du code de l'Environnement, joint au présent arrêté.

Article 5

Si le projet relève de la loi sur l'eau, la réalisation des travaux est différée tant que l'autorisation unique objet du décret n°2014-751 du 1er juillet 2014 n'a pas été elle-même délivrée.

Article 6

Les travaux autorisés par le présent permis de construire ne pourront être mis en oeuvre qu'après autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Article 7

La présente décision pourra donner lieu à la perception de la Taxe d'Aménagement et/ou de la Redevance d'Archéologie Préventive dont les montants vous seront notifiés ultérieurement par les services de l'Etat, le cas échéant.

Fait à BRANGES, le 07 MAI 2019

Le Maire,

Anthony VADOT



Date d'affichage en
mairie de l'avis de dépôt :
28/2/19

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les 2 mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2

mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis de construire :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à 1 an. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée 2 fois pour une durée d'1 an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en 2 exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité. Pour les ouvrages de production d'énergie utilisant une des sources d'énergies renouvelables définies à l'article L. 211-2 du code de l'énergie, la demande de prorogation peut être présentée tous les ans, dans la limite de 10 ans à compter de la délivrance de l'autorisation.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en 3 exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de 3 mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.